

Fonds de dotation RAISESHERPAS

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008

138 bis rue de Grenelle

75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fonds de dotation RAISESHERPAS

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008

138 bis rue de Grenelle

75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'administration du fonds de dotation RAISESHERPAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation RAISESHERPAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « faits caractéristiques » de l'annexe explicitant :

- La modification de présentation des comptes 2023 et 2024 pour une mise en conformité avec les modèles de bilan et de compte de résultat du règlement comptable 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables ;
- La dérogation à la règle de détermination de la quote-part de dotation consommable reprise en résultat de la période.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 15 mai 2025

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Claude MARTY

Bilan actif

	Brut au 31/12/24	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	57 500	35 938	21 563	35 937
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels et droits et valeurs similaires	106 230	106 230	-	-
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	69 617	69 617	-	-
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	14 355 177		14 355 177	14 082 080
Autres titres immobilisés	1 859 853		1 859 853	1 896 350
Prêts	7 287 747	419 246	6 868 501	6 475 002
Autres				
TOTAL I	23 736 124	631 031	23 105 093	22 489 369
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 000		45 000	45 000
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	3 818		3 818	8 398
Valeurs mobilières de placement	9 025 797		9 025 797	8 478 145
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	773 620		773 620	2 327 266
Charges constatées d'avance			4 377	3 564
TOTAL II	9 848 236	-	9 852 613	10 862 373
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL III + IV + V				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	33 584 360	631 031	32 957 706	33 351 742

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
<i>Ecart de réévaluation</i>		
<i>Réserve</i>		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>		
Report à nouveau	3 716 361	1 994 917
Excédent ou déficit de l'exercice	223 845	1 721 444
Situation nette (sous total)	3 940 206	3 716 361
<i>Fonds propres consommables</i>	28 483 511	29 130 118
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
TOTAL I	32 423 717	32 846 479
FONDS REPORTES ET DEDIES		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>	21 563	35 938
<i>Fonds dédiés</i>		
TOTAL II	21 563	35 938
PROVISIONS		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>		
TOTAL III		
DETTES		
<i>Emprunts obligataires et assimilés</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	223 571	19 895
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	282 855	449 431
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	6 000	
<i>Instruments de trésorerie</i>		
<i>Produits constatés d'avance</i>		
TOTAL IV	512 426	469 326
<i>Ecart de conversion Passif (V)</i>		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	32 957 706	33 351 742

(1)	Dont à plus d'un an (a)	
(2)	Dont à moins d'un an(a)	512 426
(3)	Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	
(4)	Dont emprunts participatifs	
	(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens (<i>dont ventes de dons en nature</i>)				
Ventes de prestations de services (<i>dont parrainages</i>)				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versement des fondateurs ou consommation de la dotation consommable	1 390 000	1 350 000	40 000	3%
Ressources liées à la générosité du public				
- Dons manuels	-	25 000	-	-100%
- Mécénats				
- Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Rep. s/ amts, dépréciations, et provisions et transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	167	77	90	116%
TOTAL I	1 390 167	1 375 077	15 090	9113%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières				
Variation de stock de matières premières				
Autres achats non stockés et charges externes	603 345	320 761	282 584	88%
Impôts et taxes	71 758	94 964	-	-24%
Salaires et Traitements	684 524	697 344	-	-2%
Charges sociales	274 797	273 180	1 617	1%
Amortissements et provisions				
Autres charges	672 238	242	671 996	277684%
TOTAL II	2 306 661	1 386 491	920 170	151%
RESULTAT D'EXPLOITATION	- 916 495	- 11 414	- 905 081	1%
Opérations faites en commun				
Produits financiers	1 362 777	2 410 672	1 047 895	43%
TOTAL III	1 362 777	2 410 672	- 1 047 895	-230%
Charges financières	87 500	350 000	262 500	75%
TOTAL IV	87 500	350 000	- 262 500	-133%
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	1 275 277	2 060 672	- 785 395	-262%
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III - IV)	533 783	2 049 258	- 1 515 475	-135%
Produits exceptionnels	-	2 421	2 421	100%
TOTAL V	-	2 421	- 2 421	-100%
Charges exceptionnelles	1 154	2 693	1 539	57%
TOTAL VI	1 154	2 693	- 1 539	-175%
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	- 1 154	- 272	- 882	31%
Participation des salariés (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	133 783	327 541	193 758	59%
Total des produits (I + III + V)	2 752 944	3 788 170	1 035 226	27%
Total des charges (II + IV + VII + VIII)	2 529 099	2 066 725	462 374	-22%
EXCEDENT OU DEFICIT	223 845	1 721 445	- 1 497 600	-115%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la fondation : FONDS DE DOTATION RAISESHERPAS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 32 957 706 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 223 845 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, de la mission sociale et des moyens de l'entité

Objet social :

Le fonds de dotation RAISESHERPAS poursuit un but non lucratif et a pour objet la promotion de la cause entrepreneuriale en œuvrant dans un cadre désintéressé, à bâtir un esprit d'entreprise et de croissance vertueux. L'action du Fonds de Dotation se concentre sur l'accompagnement des entrepreneurs pour les aider à devenir des chefs d'entreprises pérennes.

Il a donc pour objet d'assister l'écosystème entrepreneurial en (comme décrit dans les statuts) :

- Versant des aides financières permettant, dans le cadre des dispositions prévues par l'article 238 bis, 4 du Code général des impôts, la réalisation d'investissements tels que définies au 3 de l'article 17 du règlement (CE) n°651/2014 ;
- Fournissant des prestations d'accompagnement à des petites et moyennes entreprises telles qu'elles sont définies à l'annexe I du règlement précité ;
- Participant, par le versement d'aides financières ne relevant pas du 3 de l'article 17 du règlement (CE) n°651/2014 mais du règlement (UE) n°1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis, à la création, à la reprise ou au développement de petites et moyennes entreprises telles qu'elles sont définies à l'annexe I du règlement précité.

Le Fonds de Dotation a pour ambition de réunir les entreprises de toute taille afin de soutenir la croissance et la création d'emplois en France. Financé par des dons de grandes entreprises, le Fonds de Dotation financera ses actions destinées aux entrepreneurs. Le partage et le respect de l'Homme constituent la philosophie fondatrice.

Les activités ainsi développées et financées par le Fonds s'inscrivent toutes dans le cadre d'une activité exclusive d'aide aux petites et moyennes entreprises dans le cadre du dispositif spécifique prévu par l'article 238 bis, 4 du Code général des impôts (versement d'aides financières et fourniture de prestations d'accompagnement).

Règles et méthodes comptables

Mission sociale

Le Fonds de dotation, grâce aux apports financiers des donateurs, apporte l'accompagnement dont ont besoin les petites et moyennes entreprises pour se développer et met à leur disposition un écosystème puissant :

- Le financement : des prêts d'honneur de 100 000€, à taux zéro, avec 2 ans de différé et 4 ans pour le rembourser ;
- L'accompagnement : des programmes d'accompagnement personnalisés entre cadres dirigeants de grands groupes et entrepreneurs, un pool d'experts avec des consultants des meilleurs cabinets de conseil et des programmes pour acculturer des collaborateurs de grandes entreprises à l'univers des startups ;
- Des événements pour se faire connaître et aller à la rencontre des acteurs de l'écosystème.

Description des moyens mis en œuvre

Pour remplir son objet social, les moyens d'actions sont les suivants :

- L'affectation de toute ou partie de ses ressources à sa dotation en capital en vue de la réalisation de l'objet statutaire du Fonds de Dotation, conformément à la réglementation en vigueur et des décisions prises par le Conseil d'administration, ou par toute personne sur délégation spéciale du Conseil d'administration ;
- Le recours au mécénat sous toutes ses formes, et notamment par les Fondateurs et autres mécènes ;
- La réalisation d'actions d'information du public (éditions de revues, d'ouvrages, de plaquettes, mailing, sites Internet, et plus généralement tout écrit en rapport avec son activité, etc) dans les conditions régies par la législation fiscale en vigueur réglementant les fonds de dotation ;
- L'organisation de colloques, congrès, séminaires, conférences ;
- Le développement de partenariats avec tout organisme d'intérêt général exerçant des activités similaires ou connexes ;
- Le recours à des prestataires de services spécialisés dans ses domaines d'intervention ;
- La mise en place d'un fonds d'aide permettant d'octroyer des prêts dans le respect des dispositions prévues par l'article 238 bis, 4 du Code général des impôts ;
- Le recours à tout autre moyen qui n'est pas interdit par la loi, les décrets d'application, la jurisprudence et les réponses ministérielles.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

A défaut d'estimation fiable et/ou lorsque la société et ses conseils estiment disposer d'arguments solides et pertinents à l'appui de son instruction des contentieux, aucune provision n'est comptabilisée.

Règles et méthodes comptables

Fonds propres

Les fonds propres correspondent aux apports, affectations et excédents acquis par le fonds. Ils regroupent les ressources mises à disposition du fonds de dotation de façon définitive ou conditionnelle et certaines ressources ayant un caractère durable.

Autres informations relatives aux risques climatiques

Conformément à la recommandation 2024-05 relative à l'arrêté des comptes 2024 de l'AMF, la direction de la société précise que les états financiers de la Société arrêtés au 31/12/2024 ne sont pas impactés par des décisions stratégiques et engagements pris relatifs aux risques climatiques. Aucun risque climatique susceptible d'impacter significativement la valeur comptable de ses actifs n'a été identifié sur cet exercice.

Faits caractéristiques

Modification de présentation :

Une modification sur la présentation des comptes 2023 et 2024 a été opérée par rapport aux comptes certifiés en 2023 afin de se conformer aux modèles de présentation de bilan et de compte de résultat du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Dérogation au principe de détermination de la quote-part de dotation consommable reprise au résultat de la période :

De manière constante, le fonds reprend au compte de résultat une quote-part de dotation consommable correspondant au budget de consommation élaboré en début d'année (1390 K€ pour 2024 et 1350 K€ pour 2023), alors que l'article 214-2 du règlement comptable ANC 2018-06 prévoit que la consommation de la dotation consommable d'un exercice correspond à l'excédent de charges sur les produits de l'exercice.

Compte tenu de la perspective de modification des dispositions statutaires devant conduire à passer sur un régime de dotation non consommable dès l'exercice 2025, les dirigeants du fonds n'ont pas jugé opportun de modifier en 2024 la règle appliquée pour déterminer la quote-part de dotation consommable, dérogatoire au regard de l'article 214-2 du règlement comptable ANC 2018-06

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	106 230			106 230
Immobilisations incorporelles	106 230			106 230
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	69 617			69 617
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	69 617			69 617
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	14 139 580	273 097		14 412 677
- Autres titres immobilisés	1 896 350	35 684	72 181	1 859 853
- Prêts et autres immobilisations financières	7 187 502	2 147 818	2 047 573	7 287 747
Immobilisations financières	23 223 431	2 456 599	2 119 754	23 560 277
ACTIF IMMOBILISE	23 399 278	2 456 599	2 119 754	23 736 124

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La société a attribué 19 nouveaux prêts d'honneur au cours de l'exercice 2024.

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
RAISE IDF 75007 PARIS	1 000	-1 079 809	95,00	-849 712
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	950	950			
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises	950	950			
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises	16 214 080	16 214 080			755 861
- Autres participations étrangères					

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	106 230			106 230
Immobilisations incorporelles	106 230			106 230
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	69 617			69 617
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	69 617			69 617
ACTIF IMMOBILISE	175 847			175 847

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 340 942 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	7 287 747	1 214 584	6 073 163
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	45 000	45 000	
Autres	3 818	3 818	
Charges constatées d'avance	4 377	4 377	
Total	7 340 942	1 267 779	6 073 163
Prêts accordés en cours d'exercice	2 000 000		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 899 755		

Produits à recevoir

	Montant
INTÉRÊTS COURUS SVALEURS MOBILIÈRE	25 797
Total	25 797

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	734 063	101 875	380 754	455 184
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	21 855		21 855	
Total	755 917	101 875	402 609	455 184
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		87 500	402 609	
Exceptionnelles				

Les mouvements sur les dépréciations des immobilisations financières 2024 correspondent à:

-Reprise sur dépréciation à hauteur de 271K€ sur 3 prêts d'honneurs passés en irrécouvrable au cours de l'exercice.

-Reprise sur dépréciation à hauteur de 110K€ sur 2 prêts d'honneurs redevenus solvable au cours de l'exercice.

-Dépréciation à hauteur de 87K€ sur 2 prêts d'honneurs en défaut de paiement.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 512 426 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223 571	223 571		
Dettes fiscales et sociales	282 855	282 855		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	6 000	6 000		
Produits constatés d'avance				
Total	512 426	512 426		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	200 240
DETTE PROV INTERESSEMENT A PAYER	18 760
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	61 988
DETTE S/ PROV RTT A PAYER	2 433
CS/ FORFAIT SOCIAL INT	1 726
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	25 848
CHARGES SOCIALES S/ RTT A PAYER	1 053
CHARGES FISCALES S/CONGÉS À PAYER	2 491
CHARGES FISCALES S/ PROV RTT	315
TAXE SUR LES SALAIRES CAP	4 333
Total	319 185

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	4 377		
Total	4 377		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 916 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 154	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		272
TOTAL	1 154	272

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>SPPPICAV RAISE Immobilier (souscription totale de 1 200 000 euros), restant à appeler</i>	1 020 000
<i>Fonds investissement FRANCE 2i S.L.P (souscription totale de 500 000 euros), restant à appeler</i>	101 652
<i>FPCI RAISE SEEED FOR GOOD (souscription totale de 56 187.50 euros), restant à appeler</i>	34 527
<i>OPCI RAISE Immobilier Impact (souscription totale de 87 500 euros), restant à appeler</i>	70 000
Autres engagements donnés	1 226 179
Total	1 226 179

Donations

Suivi des legs et des dons

Legs et donations autorisés par l'administration

	Solde des legs et donations en début d'exercice	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Soldes des legs et donation en fin d'exercice
	A	B	C	A+B-C
<i>Donations en numéraire</i>	27 641 112	491 956	1 390 000	26 743 068
<i>Donations en nature (titres Raise Phiture)</i>	1 489 006	251 437		1 740 443
Total	29 130 118	743 393	1 390 000	28 483 511

Le montant des dons en numéraires encaissés durant l'exercice comptable clos le 31 décembre 2024 s'élève à 491 956,02 euros.

Le montant des dons en natures reçus durant l'exercice comptable clos le 31 décembre 2024 s'élève lui à 251 437 euros.

Le montant du budget alloué lors du conseil d'administration daté du 29 novembre 2023, s'élève à 1 390 000 euros.